

N°2016-CA-25

- Membres théoriques :  
17
- Membres en exercice :  
17
- Membres présents :  
12
- Pouvoirs :  
3
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**AJUSTEMENT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME VOTEES**

Le 14 octobre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 19 septembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 12 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence THIBAUDEAU-RAINOT.  
MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Didier REGNIER, Michel LEJEUNE, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

M. Philippe LEROY, Mme Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel André BENKEMOUN, Directeur départemental, le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Dominique PROUST, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

**IV. Pouvoirs :**

Mme Blandine LEFEBVRE à Monsieur André GAUTIER,  
M. Luc LEMONNIER à Monsieur Sébastien TASSERIE,  
Mme Florence DURANDE à Mme Sophie ALLAIS.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE, Agnès FIRMIN LE BODO,  
Blandine LEFEBVRE.  
MM. Gérard JOUAN, Luc LEMONNIER, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Le présent rapport vise à exposer l'ajustement des crédits de paiement (CP) des autorisations de programme (AP) votées par le Service. L'ajustement proposé est intégré dans la troisième décision modificative au budget 2016, objet d'un autre rapport dédié.

Les autorisations de programme restent à montants globaux constants.

## **I. Autorisations de programme de la politique immobilière :**

Les aléas au sein des opérations immobilières, tant en phases préparatoire ou étude qu'en conduite de travaux, génèrent souvent des modifications des calendriers, et donc le glissement dans leur financement.

Ainsi, certaines autorisations de programmes nécessitent l'ajustement de l'échéancier de leurs crédits de paiement afin de suivre au mieux le déroulé des opérations.

### **Construction de l'état-major du groupement Ouest**

Le bâtiment a été réceptionné en juin dernier. Les sommes allouées à l'acquisition des mobiliers et des équipements n'ont pas été consommées en totalité. De plus, dans la conjoncture économique actuelle au sein du secteur du bâtiment, les indices de révision des prix sont négatifs. Les crédits de paiements inscrits pour 2016 s'avèrent donc supérieurs aux besoins.

Aussi, il vous est proposé d'ajuster les crédits de paiement afin de prendre en compte ces éléments :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2016	2017	2018
Groupement Ouest	4 250 000,00	2 276 147,55	1 872 337,00	101 515,45	0,00
	4 250 000,00	2 276 147,55	1 700 000,00	23 852,45	250 000,00

### **Construction de l'état-major du groupement Est**

La poursuite de l'installation de l'état-major du groupement Est consiste à créer des nouveaux locaux pour le service de santé et de secours médical et à donner aux personnels techniques des espaces de travail adaptés, notamment un atelier mécanique. Les évolutions en cours dans l'organisation de la chaîne de maintenance du parc véhicules suite à un audit réalisé en 2015, mais également la création d'un nouveau service au sein du groupement (prévention) nécessitent de revoir le projet initial dans sa globalité et de réviser le programme.

Au regard de ces éléments, il vous est proposé d'ajuster les crédits de paiement jusqu'en 2019 afin de les accorder avec les nouvelles échéances du projet :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement				
		Crédits déjà consommés	2016	2017	2018	2019
Groupement Est	1 400 000,00	767 775,26	93 500,00	507 500,00	31 224,74	0,00
	1 400 000,00	767 775,26	10 000,00	465 000,00	105 000,00	52 224,74

### Réhabilitation du Cis de Caudebec-en-Caux

Les travaux de réhabilitation du centre de Caudebec-en-Caux ont été réceptionnés fin 2014. Toutefois, le maître d'œuvre ayant transmis son décompte général cette année seulement, il vous est proposé d'ajuster ainsi les crédits de paiement :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2016	2017	2018
Caudebec-en-Caux	440 000,00	411 431,14	5 000,00	23 568,86	0,00
	440 000,00	411 431,14	5 000,00	0,00	23 568,86

### Réhabilitation du Cis de Forges-les-Eaux

L'achèvement des travaux de réhabilitation du centre de Forges-les-Eaux est prévu en décembre prochain. Les crédits de paiements inscrits pour 2016 s'avèrent supérieurs aux besoins.

Aussi, il vous est proposé d'ajuster les crédits de paiement afin de respecter le planning de déroulé des travaux :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2016	2017	2018
Forges-les-Eaux	520 000,00	39 819,87	450 000,00	30 180,13	0,00
	520 000,00	39 819,87	300 000,00	30 180,13	150 000,00

### Réhabilitation du Cis de la Mailleraye-sur-Seine

Les travaux de réhabilitation du centre de la Mailleraye-sur-Seine ont été réceptionnés le 15 janvier 2016. Les crédits de paiements inscrits pour 2016 s'avèrent supérieurs aux besoins.

Aussi, il vous est proposé d'ajuster ainsi les crédits de paiement ainsi :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2016	2017	2018
La Mailleraye-sur-Seine	585 000,00	319 958,58	97 000,00	168 041,42	0,00
	585 000,00	319 958,58	85 000,00	30 041,42	150 000,00

### Réhabilitation du Cis Montivilliers

La recherche d'un bureau d'études pour venir en appui du service immobilier du Sdis dans la conduite de cette opération a été infructueuse. Après confortement par un économiste, cette opération pourra être menée en maîtrise d'œuvre externe. Pour se faire, une consultation sera lancée prochainement.

Enfin, le transfert du centre en pleine propriété, préalable au démarrage de l'opération, est sur le point d'aboutir.

Il vous est proposé d'ajuster les crédits de paiement jusqu'en 2020 afin de les faire coïncider aux nouvelles échéances du projet :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement (en €)					
		Crédits déjà consommés	2016	2017	2018	2019	2020
Montivilliers	445 000,00	0	15 000	269 000	161 000	0	0
	445 000,00	0	1 700	53 500	260 000	110 000	19 800

## Reconstruction du Cis de Cany-Barville

Une étude de sol réalisée sur le terrain proposé par la mairie fait apparaître une hétérogénéité et une faible portance du sous-sol entraînant un surcoût des fondations estimé actuellement à 230 500 €.

De même, un rapport d'analyse identifie des résidus d'une pollution des sols. Le service lancera une analyse complémentaire afin de caractériser celle-ci dès lors que le bureau d'étude d'urbanisme missionné par la commune aura transmis un relevé topographique de la parcelle identifiée pour le futur centre.

En parallèle, le programme pour la construction du nouveau centre d'incendie et de secours est en cours de rédaction.

Au regard des éléments présentés, il vous est proposé d'ajuster ainsi les crédits de paiement jusqu'en 2021 afin de les faire concorder au nouvel échéancier de l'opération :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement (en €)						
		Crédits déjà consommés	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Cany-Barville	1 650 000	11 724	55 200	749 320	820 480	13 276	0	0
	1 650 000	11 724	10 200	54 800	300 000	820 000	400 000	53 276

## Construction du Cis Le Havre Sud

Le lancement de la consultation pour la recherche d'un maître d'œuvre dépollution est prévu pour la mi-septembre. Compte tenu des délais incompressibles, nous prévoyons dès lors un démarrage des études à la mi-novembre 2016.

Les travaux de dépollution auront lieu en deux phases, la première en amont de travaux de construction (2017) et la seconde au démarrage de mise en œuvre du bâtiment (envisagé fin 2018).

Le lissage de l'AP a donc été revu en conséquence et prévoit un échelonnement des opérations sur la partie construction pour les années 2018 à 2021.

Au regard des éléments présentés, il vous est proposé d'ajuster ainsi les crédits de paiement afin de les faire coïncider au nouvel échéancier de l'opération :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement						
		Crédits déjà consommés	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Havre Sud	10 200 000	0	100 000	110 000	2 665 000	5 400 000	1 850 000	75 000
	10 200 000	0	10 000	361 426	1 925 000	4 134 921	3 493 653	275 000

## II. Autorisation de programme relative aux matériels roulants et opérationnels :

En 2016, l'exécution du plan d'acquisition des matériels roulants et navigants s'est déroulée conformément aux prévisions, à l'exception du nouveau véhicule pour les centres de première intervention permettant de répondre aux objectifs du SDACR. Les capacités opérationnelles attendues de l'engin doivent être affinées pour finaliser le cahier des charges. La consultation sera engagée d'ici la fin de l'année et ces matériels commandés et payés en 2017.

Au regard des contraintes budgétaires des années à venir, le service a revu le rythme de ses acquisitions en les étalant dans le temps à travers la création des crédits de paiement 2019 et 2020.

Il vous est proposé d'ajuster les crédits de paiement afin de les faire concorder au nouvel échéancier d'acquisition :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement					
		Crédits déjà consommés	2016	2017	2018	2019	2020
Matériels roulants	11 830 400	1 425 453,32	3 073 030	3 803 873	3 528 043,68	0	0,00
	11 830 400	1 425 453,32	2 687 250	2 301 800	2 404 900,00	2 429 100	581 896,68

### III. Autorisation de programme relative à la « refonte du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques et du règlement opérationnel » :

En 2016, seul le remplacement du serveur, de l'interface des bases de données et des prestations associées pour un montant de 33 662,10 € est programmé.

Dans ce cadre, il est proposé de lisser les crédits de paiement comme suit :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2016	2017	2018
Refonte SDACR et RO	204 052,00	139 395,20	61 200,00	3 456,80	0,00
	204 052,00	139 395,20	33 662,10	0,00	30 994,70

### IV. Autorisation de programme relative à l'acquisition des matériels des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques :

#### Les Risques aquatiques

Le renouvellement de matériels (tenues sèches, humides, ...) s'est poursuivi en 2016.

Le marché relatif à l'acquisition d'équipements en risques aquatiques, mutualisé entre les Sdis 76 et 27, porté par le Sdis 27 est rédigé conjointement par les conseillers techniques départementaux aquatiques depuis fin mai. L'appel d'offres sera attribué au dernier trimestre 2016. Le reste à réaliser sur le CP 2016 d'un montant de 26 205 € est à reporter sur le CP 2017.

RISQUES	Montant global	Crédits de paiement				
		2016	2017	2018	2019	2020
Risques aquatiques	87 459	35 459	13 000	13 000	13 000	13 000
		9 254	61 205	6 000	6 000	5 000

#### Les Risques périlleux

##### *Sauvetage déblaiement*

L'acquisition des outils de levage de la cellule de Fécamp et le complément de dotation de l'équipe de reconnaissance sauvetage déblaiement de Neufchâtel ont été opérés cette année.

La non-requalification de matériels lors du contrôle périodique (civières et groupe compresseur des outils de percement de la cellule sauvetage déblaiement de Canteleu) entraîne des frais supplémentaires à mobiliser cette année.

### ***Intervention à bord des navires***

La consultation relative à l'acquisition d'équipements de protection individuelle pour les équipes d'intervention spécialisées aboutira en octobre, par conséquent, le décaissement sera effectif début 2017.

### ***Investigation de longue durée***

Le marché d'acquisition d'appareils respiratoires isolants à circuit fermé longue autonomie est en cours de notification mais les décaissements n'interviendront qu'en 2017.

En conséquence des éléments ci-dessus, il est proposé d'ajuster les crédits de paiement relatifs aux risques périlleux :

RISQUES	Montant global	Crédits de paiement				
		2016	2017	2018	2019	2020
Risques périlleux	908 436	389 436	338 000	88 000	54 000	39 000
		131 507	571 072	107 000	62 000	36 857

### **Les Risques technologiques**

#### ***La menace***

La durée de vie des Tenues Légères de Décontamination (TLD) équipant certains fourgons pompe tonne expire en 2017. Il est donc nécessaire au regard de l'état de la menace de procéder au remplacement de ces équipements et par conséquent de les inscrire en crédits de paiement 2017.

RISQUES	Montant global	Crédits de paiement				
		2016	2017	2018	2019	2020
Risques technologiques	406 000	81 200	81 200	81 200	81 200	81 200
			102 900	81 900	77 500	62 500

Considérant ces différents éléments les CP sont ventilés de manière suivante :

RISQUES	Montant global	Crédits de paiement				
		2016	2017	2018	2019	2020
Acquisition de matériels équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques	1 401 895	506 095	432 200	182 200	148 200	133 200
		221 961	735 177	194 900	145 500	104 357

## **V. Autorisations de programme relatives aux systèmes d'information :**

### **Modernisation des outils informatiques de gestion (MOIG)**

Au vu des échanges avec la Société Berger Levraut sur le projet « Logiciel de gestion financière et du patrimoine », les éléments des étapes de recette et de facturation ont été revus. Les plannings ayant été modifiés, cela entraîne donc le lissage des CP 2016 et 2017 et la création de CP 2018.

De plus, la mise en place de la gestion électronique des courriers (GED) a été reportée sur 2017. Enfin, la migration du logiciel MARCO s'effectuera en 2017, ce qui n'était initialement pas prévu.

Au vu de ces éléments, voici la proposition d'ajustement de l'AP et de son échéancier modifié :

Intitulé	Montant Global	Crédits de paiement					
		Réalisé CP 2013	Réalisé CP 2014	Réalisé CP 2015	2016	2017	2018
MOIG	1 675 000	5 910,63	477 343,40	296 349,32	456 745,97	438 650,68	0,00
	1 675 000	5 910,63	477 343,40	296 349,32	380 000,00	430 000,00	85 396,65

### Refonte du système de gestion opérationnelle :

Aujourd'hui, les éléments concernant le système d'alerte sont définitifs du fait du choix du candidat, ce qui permet de relisser les crédits de paiement.

Par ailleurs, il convient sur la ligne infrastructures de relisser les montants des différents crédits de paiement afin de tenir compte de l'avancée des travaux s'effectuant majoritairement en 2016.

Au vu de ces éléments, voici dans le détail la proposition d'ajustement de l'AP et de son échéancier modifié :

Intitulé	Montant Global	Crédits de paiement en €			
		Réalisé 2015	2016	2017	2018
SGO	7 543 098 €	17 613,60	2 450 000,00	3 425 484,40	1 650 000
	7 543 098 €	17 613,60	2 995 484,40	3 680 000,00	850 000

## VI. Autorisations de programme relatives à la formation

### Plateau technique de formation

La finalisation des aménagements du plateau technique de formation n'a pu être opérée sur 2016. Le marché voirie et réseau divers est en cours de lancement ce qui décale le déclenchement des travaux.

Au vu de ces éléments, voici dans le détail la proposition d'ajustement de l'AP et de son échéancier modifié :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement en €		
		déjà consommés	2016	2017
Plateau technique de formation	1 142 500,00	848 117,30	160 000,00	134 382,70
	1 142 500,00	848 117,30	57 151,65	237 231,05

### Acquisition des caissons « multi activités »

Le choix retenu pour 2016 était d'œuvrer à l'implantation d'une structure sur le site du Cis de Neufchâtel-en-Bray. Le projet a pris du retard. De ce fait, la ventilation de l'échéancier de l'autorisation de programme est revue en conséquence, avec une enveloppe 2017 de 360 000 € qui intègre, outre le coût du caisson, l'aménagement de la dalle et les matériels pédagogiques associés.

Au vu de ces éléments, voici dans le détail la proposition d'ajustement de l'AP et de porter son échéancier modifié jusqu'en 2018 :

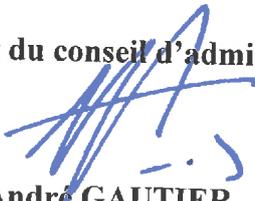
Intitulé	Montant global	Crédits de paiement en €		
		2016	2017	2018
Caissons multi-activités	540 000,00	280 000,00	260 000,00	0,00
	540 000,00	0,00	360 000,00	180 000,00

\*

\*\*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

